Elections aux Etats-Unis : Le peuple américain vire Trump du pouvoir

lundi 9 novembre 2020, par LA BOTZ Dan (Date de rédaction antérieure : 7 novembre 2020).

Lors de la plus importante élection américaine depuis des décennies, le peuple américain a voté le 3 novembre pour écarter le Républicain autoritaire Donald Trump de la présidence, la majorité des voix allant au Démocrate Joseph Biden. Bien que l'électorat ait été profondément divisé et que le vote ait été serré dans plusieurs États, cette élection représente néanmoins un rejet de Trump et de sa politique, une démonstration de confiance dans la démocratie et un désir profond de surmonter les nombreuses crises que traverse le pays : la pandémie de coronavirus, le chômage et le changement climatique produisant des conditions météorologiques violentes.

Sommaire

- Une élection extraordinaire
- L'apogée de Trump
- Le vent tourne
- Biden et ses partisan.ne.s
- La gauche et l'élection

S'exprimant tard dans la nuit du 6 novembre, Joseph Biden a pratiquement revendiqué la victoire, soulignant qu'il était en tête dans plusieurs États qui n'avaient pas encore déclaré un vainqueur et qu'il avait jusqu'ici reçu 74 millions de voix – plus que tout autre candidat dans l'histoire des États-Unis – soit 4 millions de plus que Trump. « Ce qui devient clair chaque heure, c'est qu'un nombre record d'Américains de toutes races, religions et confessions ont choisi de changer plutôt que de rester les mêmes. Ils nous ont donné un mandat pour agir sur le Covid, l'économie, le changement climatique, le racisme systémique ».

Copyright Samantha Sophia / Unsplash

Le jour de l'élection, Trump avait déjà déclaré faussement sa victoire en se basant sur les premiers résultats. C'était une illusion qu'il avait lui-même provoquée. Elle résulte du fait que malgré le risque de coronavirus, Trump avait encouragé ses électeurs à ne pas utiliser de bulletins de vote par correspondance, mais plutôt à voter en personne le jour du scrutin. Mais dans la plupart des États, les bulletins de vote par correspondance sont comptés après les votes du jour du scrutin, de sorte qu'il est apparu le soir du scrutin – moment où la plupart des élections américaines ont été décidées – que M. Trump était en train de remporter l'élection. Mais au fur et à mesure que le nombre extraordinaire de votes par correspondance a été compté, Biden a rattrapé et finalement dépassé

Trump dans des États clés comme la Géorgie et la Pennsylvanie. Trump a affirmé sans preuve que les démocrates ajoutaient des bulletins supplémentaires pour voler l'élection.

Alors que Trump continue de prétendre que l'élection a été volée, le vice-président Michael Pence n'a pas soutenu cette affirmation et plusieurs autres politiciens républicains importants ont refusé de se rallier au Président, bien que certains autres législateurs républicains aient soutenu les fausses affirmations de Trump. Pour obtenir une victoire, M. Trump a essayé d'arrêter le comptage des votes dans les endroits où il pensait que cela lui serait bénéfique et de le poursuivre dans d'autres pour la même raison.

Au moment d'écrire ces lignes, le matin du 7 novembre, Biden mène avec 253 votes du Collège électoral contre 214, sur la base des États qu'il gagne. L'élection ne devient officielle que lorsque tous les votes populaires sont comptés et les résultats certifiés, ce qui peut prendre des semaines, et ensuite pas avant que les électeurs du Collège électoral votent le 14 décembre et que leur bulletin de vote soit reçu par le Sénat le 23 décembre. À ce stade, il ne semble pas qu'il y aura une lutte politique pour les listes électorales rivales des États, qui sont approuvées par les assemblées législatives des États et qui reflètent généralement le vote populaire.

Nombreux sont ceux qui craignent que Trump ne tente une sorte de coup d'État, mais, du moins jusqu'à présent, il ne l'a pas fait, et cela devient de moins en moins probable et possible avec les jours qui passent. La crainte que Trump et le procureur général William Barr puissent utiliser des agents fédéraux pour intervenir dans les bureaux de vote ou les lieux de dépouillement et saisir les bulletins de vote ne s'est pas concrétisée, et les milices armées de l'aile droite n'ont pas non plus interrompu le processus de vote ou de dépouillement. Si les partisans de Trump, dont certains étaient armés, ont provoqué une agitation en dehors des quelques lieux de dépouillement, les milliers de personnes qui ont défilé dans plusieurs villes avec le slogan « Comptez tous les votes » ont été bien plus important.e.s.

Apparemment perdant, Trump a envoyé une armée d'avocats dans quatre États en dispute – la Pennsylvanie, le Michigan, le Wisconsin et la Géorgie – pour tenter de contester le processus, le décompte et les bulletins de vote. De nombreuses poursuites judiciaires semblent sans fondement et les tribunaux en ont déjà rejeté certaines, mais le Parti démocrate répondra à celles que les tribunaux engageront. Trump espère faire passer les poursuites devant les tribunaux et jusqu'à la Cour suprême des États-Unis, où elles seront réglées par ses neuf juges, dont six conservateurs et trois plus libéraux, les trois derniers conservateurs ayant été nommés par Trump. Jusqu'à présent, il semble qu'il n'y ait aucun fondement pour une telle affaire devant la Cour suprême.

Une élection extraordinaire

L'élection s'est déroulée dans les circonstances les plus extraordinaires, au milieu de grandes souffrances et de bouleversements sociaux. On dénombre officiellement 240 000 décès dus au coronavirus et peut-être en réalité jusqu'à 300 000. Le virus est en pleine expansion dans une grande partie du pays, avec plus de 100 000 cas par jour et 1 000 décès par jour. Beaucoup de personnes touchées ont subi des dommages graves et parfois permanents aux poumons, aux reins ou à d'autres organes.

La pandémie a entraîné une dépression économique qui a vu jusqu'à 30 millions de chômeurs/euses, et aujourd'hui il y a encore au moins 12 millions de chômeurs/euses et probablement plus en raison du nombre incalculable de travailleurs/euses sans emploi exclu des statistiques du chômage. Alors que certain.e.s continuent à recevoir des allocations de chômage des États, les programmes d'aide du gouvernement fédéral ont cessé. Avec une population totale de 330 millions d'habitants, on

estime que 54 millions n’ont pas assez à manger. Pas moins de 35 millions de familles risquent d’être expulsées lorsqu’un moratoire sur les expulsions du ministère de la Santé et des Services sociaux prendra fin le 31 décembre.

En outre, en raison du changement climatique, plusieurs États de l’Ouest ont subi des incendies de forêt extrêmement destructeurs, tandis que les États du Golfe et les États de l’Atlantique ont connu des ouragans désastreux. Enfin, bien que les énormes manifestations et marches antiracistes du printemps et de l’été contre le racisme et les violences policières impliquant environ 20 millions de personnes aient cessé, Philadelphie et d’autres villes continuent de voir des protestations contre les meurtres d’hommes et de femmes noires par la police, souvent violemment réprimées par celle-ci. Tous ces événements, de la pandémie au chômage, en passant par les incendies, les tempêtes tropicales et les violentes attaques policières contre les manifestations antiracistes, ont suscité une grande anxiété dans toute la société à l’approche du jour des élections.

La pandémie de Covid-19 a rendu nécessaire la modification des règles pour les élections américaines, règles qui sont fixées par chaque État. Si le vote par correspondance et le vote anticipé existaient déjà dans divers États, ces pratiques se sont énormément développées, des millions de personnes votant désormais de manière anticipée ou par correspondance, ou par de nouvelles pratiques telles que le vote depuis sa voiture. Plus de 100 millions de personnes ont voté de manière anticipée et il semble que 67 % de tou.te.s les électeurs/trices admissibles aient voté, un record dans l’histoire moderne des États-Unis.

L’apogée de Trump

S’il n’y avait pas eu de pandémie, M. Trump aurait pu facilement remporter les élections. Avant l’arrivée du Covid-19 aux États-Unis en février et les premières mesures de contrôle en mars, l’économie américaine était en plein essor. Le Parti républicain avait approuvé et Trump avait signé une réduction d’impôts de deux billions de dollars (2 000 milliards) qui profitait principalement à la classe capitaliste. Le taux d’imposition des sociétés est passé de 50 % dans les années 1960 à 20 % aujourd’hui. Le PIB n’a augmenté que de 2 à 3 %, mais c’était suffisant. Le chômage est tombé à 3,5 %, le taux le plus bas depuis les années 1960, et l’inflation n’était que de 2 %. Les bénéfices des entreprises ont augmenté car elles étaient moins imposées. Les banques, les sociétés, les petites entreprises et la plupart des travailleurs/euses étaient satisfait.e.s de la situation, même si les salaires n’augmentaient pas.

Le succès économique a permis à Trump de bénéficier d’un soutien politique. Beaucoup des plus riches ont continué de le soutenir, tout comme ceux des petites et moyennes entreprises. De nombreux blancs, et certainement la base sociale de Trump qui représente 40 % de la population, étaient également d’accord avec la rhétorique raciste, les lois et les politiques sociales de Trump. La plupart des hommes d’affaires et des travailleurs blancs ont approuvé ou du moins accepté la promesse de Trump de construire le mur pour empêcher les immigrant.e.s latinos d’entrer, ainsi que son interdiction des immigrant.e.s musulman.e.s, et ils ne se sont pas opposés à ce qu’il force les demandeurs/euses d’asile à attendre au Mexique pour des rendez-vous avec les autorités d’immigration américaines des mois plus tard, et bien qu’ils n’aient pas été enthousiasmés par la séparation des familles d’immigrant.e.s sans papiers et la mise en cage des enfants, ils n’ont pas non plus protesté. Même les chrétiens évangéliques, si importants dans la coalition de Trump, ont accepté tout cela, comme ils avaient accepté ses manigances financières, ses flirts et ses aventures avec des prostituées, tant qu’il était « pro-vie » (c’est-à-dire anti-avortement) et anti-LGBT. Les autres blancs accepteraient tout ce qu’il faisait tant qu’il n’y aurait pas de nouvelle réglementation sur les armes à feu.

Le vent tourne

Puis vint le Covid avec des fermetures de villes et d'États, des faillites d'entreprises, des pertes de profits, et une dépression qui porta le nombre de chômeurs/euses à 30 millions. L'effondrement de l'économie a également provoqué une crise fiscale qui a entraîné des coupes budgétaires et le licenciement d'employés de l'État. L'incompétence de Trump à faire face à la pandémie et à la dépression économique qui en a résulté a été le début de la fin. Il n'a jamais organisé de réponse nationale, a échoué dans les tests, la recherche, l'isolement et la quarantaine. Il a refusé de suivre les conseils des experts de la santé, a donné des conseils contraires, a parlé de faux remèdes et est devenu la principale source de désinformation au niveau national. Il a fait pression et les gouverneurs républicains ont procédé à la réouverture d'États bien avant que le virus n'ait été maîtrisé, ce qui a entraîné de nouvelles propagations de l'épidémie. Sa négligence criminelle a conduit à des millions de cas et à des centaines de milliers de décès.

En plus de ses mauvaises politiques, Trump a contribué très personnellement à l'augmentation des maladies et des décès en organisant des événements de grande envergure à la Maison Blanche, puis une vingtaine de rassemblements de campagne avec des milliers de personnes, ce qui a conduit à des milliers de cas supplémentaires et des centaines de décès. Lui, sa femme et son jeune fils ont tous été positifs au Covid. Trump et ses proches refusent de porter un masque, ridiculisent ceux qui le font et encouragent leurs partisans à ignorer les masques et la distanciation sociale.

Vers la fin, le principal assistant de Trump, qui vient de reconnaitre avoir contracté le Covid-19, déclare que l'administration renonce à tenter de contrôler la pandémie et qu'elle attendra un vaccin pendant qu'elle administre des médicaments. Trump lui-même a déclaré lors de ses rassemblements – contrairement à ce que disaient les experts en santé du gouvernement – que le virus était en train de disparaître. Il a promis de rouvrir l'économie et de ramener le pays à la prospérité demain. Biden, en revanche, a refusé d'organiser des rassemblements de masse, est toujours apparu masqué, a promis de s'appuyer sur les scientifiques et d'élaborer un plan national pour arrêter la propagation du Covid-19. Il a déclaré qu'il était lui aussi pour la réouverture de l'économie, mais en maîtrisant la pandémie.

En conséquence de tout cela, l'élection est devenue un référendum sur l'attitude des candidats à l'égard du Covid-19, même si, bien sûr, c'était aussi un référendum sur Trump lui-même. Il se présentait toujours sur ses principes de 2016 dont le centre politique était le slogan « Make America Great Again », qu'il suggérait et que ses partisans comprenaient comme signifiant « Make America Great Again for White Men » (« Rendre l'Amérique à nouveau grande pour les hommes blancs »). Le racisme et la misogynie sont le ciment de la coalition de Trump, composée de riches capitalistes, de petits entrepreneurs, d'agriculteurs, de travailleurs blancs et de ruraux pauvres.

Tout au long de sa campagne, Trump a également soutenu que l'élection était une question de socialisme. Il a affirmé que Biden était contrôlé par Bernie Sanders et Alexandra Ocasio Cortez et qu'une fois élu, il mettrait en œuvre des programmes socialistes qui changeraient fondamentalement l'Amérique et conduiraient à un désastre économique et à la violence. Trump avait le soutien des syndicats de police et des agents des patrouilles frontalières. Il était soutenu par les adeptes de la conspiration QAnon – peut-être des millions – qui pensent que les démocrates et le gouvernement sont généralement contrôlés par des pédophiles sataniques qui font du trafic d'enfants ou boivent leur sang. Les groupes militants nationalistes et néo-fascistes blancs le soutiennent également.

_Biden et ses partisan.ne.s

Biden était loin d'être le candidat idéal pour les progressistes. En tant que sénateur américain du Delaware, il avait soutenu les lois conservatrices de réforme de l'aide sociale qui retiraient le soutien des pauvres, des femmes et des enfants, soutenu les réformes réactionnaires du système juridique qui remplissaient les prisons de noirs et de latinos, voté pour des réductions d'impôts pour la droite et aidé à réaliser la transition du Parti démocrate vers le néolibéralisme. En tant que vice-président du président Barack Obama, il partage la responsabilité de la faible réaction à la récession de 2008, en servant les banques mieux que les travailleurs/euses. Pourtant, aujourd'hui, il s'en tient à la rhétorique des principes libéraux : soutien aux syndicats, aux droits civils des noirs et des latinos, ou à l'égalité des femmes, et aux droits des homosexuel.le.s. Pourtant, bien qu'il soit néolibéral, il apparaît à la plupart des membres de la gauche comme bien supérieur à l'autoritarisme, au racisme et à la réaction de Trump.

Après sa victoire aux élections primaires du Parti démocrate, la classe capitaliste a commencé à faire savoir que Biden était son candidat. Plus de milliardaires ont choisi Biden que Trump et au cours des deux derniers mois, ce groupe a donné au démocrate plus de deux fois plus d'argent qu'à son adversaire. Les républicains renégats ont formé le projet Lincoln, ont critiqué Trump et ont fait de la publicité en faveur de Biden. Des dizaines d'anciens hauts fonctionnaires du gouvernement, des procureurs généraux, près de 500 généraux de l'armée, 70 anciens républicains du FBI, de la CIA et d'autres responsables de la sécurité nationale, et bien d'autres dans les plus hautes sphères de l'État se sont prononcés contre Trump et beaucoup ont clairement exprimé leur soutien à Biden. Les grands médias, qui avaient souvent critiqué Trump, l'ont fait davantage et, dans les derniers jours de l'élection, même Fox News (de Rupert Murdoch) a commencé à se démarquer du Président.

Biden a reçu le soutien de secteurs importants de la classe capitaliste, comme les secteurs de la technologie et du divertissement, ainsi que des entreprises pharmaceutiques et de l'immobilier. De nombreuses organisations professionnelles de médecins, d'avocats et autres l'ont soutenu. Comme tous les démocrates, il a eu le soutien de l'AFL-CIO et de tous les grands syndicats à quelques exceptions près, ainsi que de la plupart des organisations noires et latinos, féminines et LGBT. Trump, bien sûr, a encore reçu un grand soutien d'autres secteurs tels que les casinos et les jeux d'argent, le pétrole et le gaz, les entrepreneurs et les fabricants et ses propres réseaux professionnels.

Comme on pouvait s'y attendre, l'élection a montré que le pays était divisé géographiquement selon des lignes traditionnelles, les côtes allant à Biden et le Midwest et le Sud à Trump. Biden a réussi à faire basculer et à gagner deux États cruciaux de la région des Grands Lacs, le Wisconsin et le Michigan, et il semble qu'il va gagner la Pennsylvanie. Dans l'Ouest, il semble également probable qu'il remporte l'Arizona et le Nevada. Et, fait surprenant, dans le Sud, il s'apprête à prendre la Géorgie. Presque partout, les démocrates ont gagné les villes et les républicains les zones rurales. Quatre-vingt-dix pour cent des noirs et 65 % des latinos ont voté pour Biden. Il n'y a qu'en Floride, dominée par les Cubains, les Nicaraguayens, les Vénézuéliens et d'autres exilés ayant une politique anticommuniste, que Biden a obtenu de mauvais résultats parmi les Latinos. Biden a obtenu davantage de votes féminins, en particulier des femmes des banlieues. La classe ouvrière est complètement divisée, Trump remportant 55 % des hommes sans diplôme universitaire tandis que Biden en remporte 43 %. La majorité des travailleurs blancs soutiennent Trump, l'écrasante majorité des travailleurs noirs et latinos soutiennent Biden.

La gauche libérale large, les progressistes et la petite gauche socialiste avaient espéré une « vague bleue » répudiant Trump, c'est-à-dire un vote massif en faveur du Parti démocrate et une victoire écrasante non seulement à l'élection présidentielle, mais aussi en gagnant le Sénat et la Chambre

des représentant.e.s. Mais cela ne s'est pas produit. Trump a tenu bon et a mobilisé sa base ; il a également obtenu une très faible augmentation du soutien des hommes noirs, et une plus forte augmentation des votes des hommes latinos, et une certaine augmentation des électeurs LGBT. Biden a réussi à reconquérir quelques électeurs blancs de la classe ouvrière, de nombreuses femmes des banlieues et de jeunes électeurs/trices. Biden semble gagner l'élection présidentielle, mais il est peu probable que les démocrates obtiennent la majorité au Sénat et le parti a perdu plusieurs sièges à la Chambre. Bien que le « squad » (les quatre nouvelles représentantes de gauche – Alexandria Ocasio-Cortez de New York, Ilhan Omar du Minnesota, Ayanna Pressley du Massachusetts et Rashida Tlaib du Michigan – ont toutes été réélues. L'élection a été une défaite pour Trump, mais pas pour le Parti républicain. Non seulement les républicains ont gagné plus de sièges à la Chambre et semblent susceptibles de conserver le Sénat, mais ils ont également conservé le contrôle dans de nombreuses législatifs d'État.

S'il est finalement élu et prend ses fonctions, Biden sera confronté à un Sénat républicain hostile, à une Cour suprême réactionnaire dominée par les républicains, et aura une plus petite majorité à la Chambre. Le pays restera profondément divisé. Le bloc de droite de Trump demeurera, bien que son poids et sa cohérence dépendront de ce que lui et d'autres pourront faire pour maintenir sa signification politique.

Trump affirme maintenant que l'élection a été volée, ce qui laisse entendre qu'il va tenter de rester au pouvoir. Il ne doit pas céder la présidence à son successeur avant le 20 janvier, et il pourrait encore tenter d'une manière ou d'une autre de conserver son poste, mais il devra faire face à une résistance massive. Des centaines de milliers d'Américain.e.s dans tout le pays se sont engagé.e.s à défendre le vote, le décompte et la démocratie. Plusieurs manifestations ont déjà eu lieu et de grandes marches [étaient] prévues pour le samedi 7 novembre. De nombreux syndicats se sont également engagés à défendre la démocratie et certains ont parlé d'organiser une grève générale, ce qui ne s'est jamais produit à l'échelle nationale aux États-Unis et dans aucune ville depuis les années 1940. Le plan des mouvements sociaux et des syndicats prévoit une résistance civique massive et pacifique.

La gauche et l'élection

La petite extrême gauche socialiste aux États-Unis, quelques milliers de personnes dans une poignée d'organisations, a toujours été favorable à la création d'un parti socialiste révolutionnaire, d'un parti travailliste ou d'un parti social-démocrate, ou des trois à la fois, dans une combinaison ou une autre. Plusieurs petits groupes ont encore cette perspective. D'autres ont soutenu au cours des deux dernières décennies le parti des Verts, un parti de gauche, voire socialiste, dont le candidat à la présidence cette année était l'ancien camionneur ouvertement socialiste Howie Hawkins. Le vote le plus important du parti a eu lieu en 2000, lorsque le défenseur des consommateurs Ralph Nader a obtenu 2,7 % des voix, mais a été accusé d'avoir coûté l'élection au démocrate Al Gore. Le parti des Verts obtient généralement environ 1 % des voix. Bien que nous n'ayons pas encore de chiffres, il semble peu probable que le Parti Vert fasse mieux lors de cette élection, car la plupart des gens à gauche semblent plus enclins à soutenir Biden de peur de contribuer à la réélection de Trump.

La campagne 2016 de Bernie Sanders, où il s'est présenté en tant que socialiste démocrate sur la plateforme la plus progressiste depuis l'époque du président Lyndon Johnson, a fait revivre la gauche en Amérique, mettant fin au tabou de l'après-guerre sur la discussion du socialisme. De nombreux jeunes se sont rallié.e.s à Bernie et des dizaines de milliers d'entre eux/elles ont rejoint les Democratic Socialists of America (DSA), qui ont soutenu ses campagnes en 2016 et 2020. La campagne de Sanders 2020 s'est avérée plus faible que celle de 2016 car il n'avait plus Hillary

Clinton comme incarnation de l’establishment démocrate contre lequel faire campagne et d’autres progressistes comme Elizabeth Warren ont également mis en avant des programmes progressistes. Les démocrates craignaient également qu’un candidat qui semblait être aussi radical que Sanders ne puisse pas battre Trump. Lorsque Biden a remporté la Caroline du Sud, les 27 autres candidats du Parti démocrate se sont tous alignés derrière lui. Sanders est arrivé à la conclusion que son maintien dans la course ne contribuerait pas à la défaite de Trump, et comme promis, Bernie a soutenu Biden.

Lors de sa convention de 2019, les membres de DSA avaient voté pour soutenir Sanders, et s’il perdait de ne soutenu aucun autre candidat, même si de nombreux membres de DSA ont travaillé à titre individuel pour la campagne Biden. Biden et Sanders ont créé un groupe de travail commun pour travailler sur la plateforme et la campagne, mais en vérité, Sanders ne pouvait avoir que peu d’influence réelle. DSA avait espéré être la gauche des forces soutenant le président Bernie Sanders, la gauche d’une marée montante du progressisme. Au lieu de cela, DSA se trouve maintenant dans l’attente d’une présidence Biden, une présidence néolibérale avec la catastrophe économique et sociale que sont les États-Unis aujourd’hui. Biden mènera probablement une présidence de ce que l’on pourrait appeler le « social libéralisme », c’est-à-dire des politiques fondamentalement néolibérales, favorables aux entreprises, avec des programmes à grande échelle pour faire face à la catastrophe immédiate. La concrétisation de sa promesse de mener « une action sur le COVID, l’économie, le changement climatique, le racisme systémique » dépendra du mouvement social et syndical. La gauche devra mener de longues et dures batailles pour obtenir des réformes et construire un mouvement en faveur de changements plus fondamentaux.

7 novembre 2020

Dan La Botz

P.-S.

• Source : New Politics : https://fourth.international/amerique-du-nord/247